

La souveraineté alimentaire

Qu'est ce que la souveraineté alimentaire ?

La souveraineté alimentaire désigne le DROIT des populations, de leurs Etats ou Unions à définir leur politique agricole et alimentaire, sans dumping vis-à-vis des pays tiers.

La souveraineté alimentaire inclut:

- La priorité donnée à la production agricole locale pour nourrir la population, l'accès des paysan(ne)s et des sans-terre à la terre, à l'eau, aux semences, au crédit. D'où la nécessité de réformes agraires, de la lutte contre les OGM (organismes génétiquement modifiés), pour le libre accès aux semences et pour la préservation de l'eau comme un bien public à répartir durablement.
- Le droit des paysan(e)s de produire des aliments et le droit des consommateurs de décider ce qu'ils veulent consommer et qui et comment le produit.
- Le droit des Etats de se protéger contre les importations agricoles et alimentaires à trop bas prix.
- Des prix agricoles liés aux coûts de production: ceci est possible à condition que les Etats ou Unions aient le droit de taxer les importations à trop bas prix, s'engagent pour une production paysanne durable et maîtrisent la production sur le marché intérieur pour éviter des excédents structurels.
- La participation des populations aux choix de politique agricole.
- La reconnaissance des droits des paysannes, qui jouent un rôle majeur dans la production agricole et l'alimentation.



D'où vient le concept de souveraineté alimentaire ?

Le concept de souveraineté alimentaire, développé par Via Campesina et porté au débat public à l'occasion du Sommet Mondial de l'Alimentation en 1996, présente une alternative aux politiques néo-libérales. Depuis, ce concept est devenu un thème majeur du débat agricole international, y compris dans les instances des Nations-Unies. Il a été le thème conducteur du forum des ONG qui s'est tenu parallèlement au sommet mondial de l'alimentation de la FAO en juin 2002.

Les politiques néo-libérales ruinent (détruisent) la souveraineté alimentaire

Les politiques néo-libérales donnent la priorité au commerce international et non à l'alimentation des populations. Elles n'ont en rien contribué à éradiquer la faim dans le monde, Au contraire, elles ont accru la dépendance des populations envers les importations agricoles, elles ont renforcé l'industrialisation de l'agriculture qui met en danger le patrimoine génétique, culturel et environnemental de la planète (patrimoine naturel, génétique et culturel ainsi que notre santé). Elles ont contraint des centaines de millions de paysan(ne)s à l'abandon de leurs pratiques agricoles traditionnelles, à l'exode rural ou à l'émigration.

Des Institutions internationales

Ce texte de **Via Campesina** sur la souveraineté alimentaire a été distribué à Porto Alegre, durant le forum social 2003.

comme le FMI (Fonds Monétaire International), la Banque Mondiale et l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce) ont mis en œuvre ces politiques dictées par les intérêts des firmes transnationales et des grandes puissances. Des accords internationaux (OMC), régionaux (Accord de Libre Echange des Amériques ALCA) ou bilatéraux de « libre »-échange des produits agricoles permettent en fait à celles-ci de contrôler le marché mondialisé de l'alimentation. L'OMC est une institution totalement inadéquate pour traiter les questions relatives à l'alimentation et à l'agriculture. Via Campesina demande donc que l'OMC se retire de l'agriculture.

Le fléau des importations à bas prix : le dumping détruit la production alimentaire

Dans le monde entier, des importations agricoles à bas prix détruisent l'économie agricole locale; c'est le cas du lait européen importé en Inde, du porc US dans les Caraïbes, de la viande et des céréales UE en Afrique, de l'alimentation du bétail en Europe, etc.... Ces produits sont exportés à bas prix grâce à des pratiques de dumping. Les Etats-Unis et l'Union Européenne ont fait entériner par l'OMC une nouvelle pratique de dumping qui remplace les aides à l'exportation par une forte baisse de leurs prix agricoles, associée à des paiements directs versés par l'Etat.

Pour réaliser la souveraineté alimentaire, il est indispensable d'arrêter le dumping !

La souveraineté alimentaire inclut un commerce international juste :

La Souveraineté alimentaire ne s'oppose pas aux échanges, mais à la priorité donnée aux exportations : elle permet de garantir aux populations la sécurité alimentaire, tout en échangeant avec d'autres régions des productions spécifiques qui font la diversité de notre planète. Il faut donner à ces échanges un nouveau cadre, sous l'égide des Nations-Unies, qui donne la priorité à la production locale, régionale avant l'exportation,

- autorise les Etats/Unions à se protéger contre les importations à trop bas prix,
- autorise des soutiens publics aux paysans, à condition qu'ils ne servent pas directement ou indirectement à exporter à bas prix,
- garantisse une stabilité des prix agricoles au niveau international par des accords internationaux de maîtrise (et de partage ?) de la production.

L'accès aux marchés internationaux n'est pas une solution pour les paysans

Le problème des paysans, c'est d'abord (avant tout) le manque d'accès à leurs propres marchés locaux à cause des prix trop bas pour leurs produits et des pratiques de dumping à l'importation auxquelles ils sont confrontés. L'accès aux marchés internationaux concerne seulement 10% de la production mondiale ; il est contrôlé par des firmes transnationales et les plus grandes entreprises agro-industrielles grands producteurs.

Pour les produits tropicaux (café, bananes,) le problème n'est pas le manque d'accès, mais la domination du marché par des transnationales et les prix trop bas pour les paysans. L'exemple des produits tropicaux est à cet égard extrêmement révélateur : ils bénéficient d'un accès quasiment libre dans les pays du Nord et les familles paysannes du Sud n'en ont tiré aucun bénéfice ni amélioration de leur situation.

Les politiques agricoles doivent soutenir une agriculture paysanne durable

Au Nord comme au Sud, des soutiens publics (subsidés, crédits,...) peuvent être importants pour stimuler et maintenir une production alimentaire paysanne et durable.

Pour être en mesure d'exercer leur souveraineté alimentaire, les pays du Nord comme ceux du Sud doivent pouvoir soutenir leur agriculture afin de garantir le droit à l'alimentation de leurs populations, préserver leur environnement, développer une agriculture durable et se protéger contre le dumping. Ils doivent également être en mesure de soutenir leur agriculture pour l'accomplissement d'autres tâches d'intérêt public qui peuvent être différentes selon les pays et leurs traditions culturelles.

Mais actuellement les Etats-Unis et l'Union Européenne en particulier abusent de soutiens publics accordés à leurs plus grands producteurs pour maintenir les prix de marché interne à un niveau artificiellement bas et pratiquer ainsi, de façon masquée le dumping de leurs excédents sur les marchés internationaux en détruisant l'agriculture paysanne aussi bien au Nord qu'au Sud.